

Note de recherche stratégique 2

Quelle stratégie internationale de la Chine à l'ère XI Jinping?

Dr. Leïla Choukroune¹

"Nous devons oser nous attaquer aux difficultés et nous aventurer sur des chemins dangereux pour briser les obstacles aux réformes présentés par les différences idéologiques et les intérêts particuliers"²

Xi Jinping

Secrétaire général du Parti Communiste, Président de la Commission militaire centrale et Président de la République depuis le 14 mars 2013, Xi Jinping cumule toutes les plus hautes fonctions de l'Etat chinois. Partisan d'une nation forte, proche de l'Armée, Xi construit aussi une image de réformateur. Ses réactions aux récents appels de la population en faveur de la mise en place d'un Etat de droit laissent espérer peu de changements. Que peut-on alors attendre des années Xi Jinping au-delà d'un nouveau style de communication ou de la volonté affichée de promotion d'une « paix durable » et d'une « prospérité commune » ? La Chine, forte de sa puissance économique et de son armée modernisée, dominera-t-elle le monde comme beaucoup s'évertuent à le démontrer ?

Cette note vise à présenter les principales caractéristiques de la stratégie chinoise d'aujourd'hui en se concentrant sur les aspects fondamentaux de la politique de sécurité de Pékin, mais en abordant aussi d'autres facettes de sa puissance à commencer par ses ambitions géo-économiques. Elle conclue par la nécessaire mise en perspective du « hard power » chinois à la lumière de la modernisation de l'Armée populaire de libération (APL) et de l'engagement limité de Pékin dans les affaires mondiales.

¹Professeur de droit international économique à la Faculté de droit de l'Université de Maastricht, spécialiste des questions asiatiques. L'auteur s'exprime à titre personnel. Ses propos ne sauraient engager ni l'IRSEM, ni le ministère de la Défense.

² Selon les propos tenus par Xi Jinping lors de son voyage dans le sud de la Chine et le Guangdong, rapportés par *Le Monde* du 10 janvier 2013 : http://www.lemonde.fr/idees/article/2013/01/10/xi-jinping-l-ancien-regime-et-la-revolution_1814931_3232.html (consulté le 6 février 2013).



Sommaire :

1 - LA CHINE ET LE MONDE	2
Quelle politique étrangère pour l'après Hu Jintao ?.....	2
Une défense Modernisée	4
Crises et conflits : exemples choisis d'un engagement maîtrisé	6
2 – UNE GEO-ECONOMIE PLANETAIRE	7
Un commerce régulé	7
Une diplomatie des ressources	7
3 – QUELLES SONT LES LIGNES ROUGES DE LA NOUVELLE EQUIPE DIRIGEANTE ?	9
Pour aller plus loin	10

Longtemps considéré comme le chef de file des « Princes rouges », Xi Jinping n'est autre que le fils de Xi Zhongxun, l'un des « huit immortels du Parti communiste chinois ». Après un séjour forcé dans le Nord Shaanxi et un diplôme universitaire d'ingénieur de l'Université de Tsinghua, Xi Jinping devient, fort du soutien de son père, le secrétaire particulier de Geng Biao, membre de la Commission militaire du Parti et futur ministre de la Défense (1981-82). Ancien vice-maire de Xiamen dans la province du Fujian, puis gouverneur de cette même province, Xi est proche de la « faction de Shanghai » menée par l'ancien président chinois Jiang Zemin. Il devient, en 2002, Premier secrétaire de la très prospère province du Zhejiang, base arrière économique de Shanghai, ville dont il prendra la direction en 2007. Les années qui suivent son séjour shanghaien sont marquées par une minutieuse conquête de tous les échelons stratégiques du pouvoir chinois pour finir par être nommé, en novembre 2012 à l'issue du 18^{ème} Congrès, Secrétaire général du Parti Communiste Chinois (PCC) et Président de la Commission militaire centrale du Comité central du PCC³. Sa consécration intervient le 14 mars 2013 lorsqu'il est nommé Président de la République populaire de Chine (RPC).

Remarié à Peng Liyuan, une chanteuse très médiatique promue au rang de Général de l'Armée populaire de libération (APL), Xi affiche un style volontairement plus naturel et décontracté que ses prédécesseurs, tout en ayant bien du mal à faire oublier son statut d'héritier et la fortune que sa

³ Pour un aperçu détaillé de sa carrière, voir son profil sur *Chinavita* : http://www.chinavita.com/biography/Xi_Jinping/career (consulté le 6 février 2013).



famille semble avoir accumulé lors de son ascension⁴. Est-il pourtant le réformiste que certains libéraux s'appliquent à décrire⁵ ? Rien n'est moins sur si l'on en croit ses récents discours témoignant de son appartenance et de son attachement profond à l'armée et à un Parti communiste chinois dont il souhaite le renforcement plus que la réforme⁶.

Rompue aux questions stratégiques, très proche de l'APL mais aussi des milieux d'affaires, déjà expérimenté sur le plan international, Xi sera celui qui conduira – ou pas – la Chine dans une nouvelle voie nécessaire au maintien de la croissance et à la consolidation d'une puissance désormais présente dans tous les secteurs économiques et sur tous les continents.

1 – La Chine et le monde

Quelle politique étrangère pour l'après Hu Jintao ?

La politique étrangère n'est pas, pour les dirigeants chinois, un objectif aussi prioritaire que la croissance économique dont découle la stabilité interne. Comme le rappelle l'un des récents Livres Blancs sur la politique étrangère chinoise : « Pour la Chine, pays en développement le plus peuplé, la meilleure manière de respecter ses obligations internationales est tout d'abord de bien se gérer »⁷. Si Pékin s'intéresse au monde, c'est avant tout pour promouvoir une certaine « harmonie » nécessaire à la prospérité globale et à celle d'une Chine très largement internationalisée et soucieuse de ses intérêts stratégiques économiques à l'intérieur comme à l'extérieur de ses frontières.

L'idée d'un « monde harmonieux » (*Hexie Shijie* 和谐世界), mise en avant pour la première fois par le Président Hu Jintao lors du soixantième sommet des Nations Unies, a été progressivement développée par les dirigeants et diplomates chinois pour accompagner la croissance d'une puissance qui se veut pacifique et rétive au conflit. L'ambition de la Chine est d'atteindre une « paix durable » et une « prospérité commune »⁸. Une analyse plus précise des termes employés dans les discours de

⁴ D'après Bloomberg, Xi serait à la tête d'une fortune de 376 millions de dollars américains, sans pour autant que l'on puisse prouver des interventions directes de sa part ayant favorisé l'acquisition de ce patrimoine. Voir <http://www.bloomberg.com/news/2012-06-29/xi-jinping-millionaire-relations-reveal-fortunes-of-elite.html> (Consulté le 6 février 2013).

⁵ Voir le portrait de Xi Jinping réalisé par Jean-Pierre Cabestan, « Is Xi Jinping the Reformist Leader China Needs ? », *China Perspectives*, 2012/3, pp.69-76.

⁶ Voir John Kennedy, « Xi Jinping's opposition to political reforms laid out in leaked internal speech », *South China Morning Post*, 28 janvier 2013, <http://www.scmp.com/comment/blogs/article/1137727/xi-jinpings-opposition-political-reforms-laid-out-leaked-internal> (consulté le 6 février 2013).

⁷ Voir *China's Foreign Policy for Pursuing Peaceful Development*, http://www.china.org.cn/government/whitepaper/2011-09/06/content_23362744.htm (consulté le 6 février 2013).

⁸ Voir « Build Towards a Harmonious World of Lasting Peace and Common Prosperity », Hu Jintao, Sommet des Nations Unies, 15 Septembre 2005, <http://www.china-un.org/eng/xw/t212915.htm> (consulté le 6 février 2013), et sur la théorie d'un monde harmonieux: <http://english.peopledaily.com.cn/90001/90780/91342/6824821.html> (consulté le 6 février 2013).



politique étrangère fait également apparaître un attachement toujours aussi grand de Pékin aux concepts classiques de souveraineté, d'indépendance et de non-intervention dans les affaires intérieures des autres Etats. Ces idées sont pensées comme des garanties contre toute rupture de l'intégrité territoriale chinoise (Tibet, Xinjiang) et à comprendre dans le cadre classique d'un multilatéralisme fondé sur le système des Nations Unies⁹. Si l'allusion à l'harmonie s'analyse dans un contexte de politique intérieure complexe, plus que comme une référence à toute forme de philosophie confucéenne, elle laisse néanmoins une place suffisante à une libre interprétation alors même que le débat récent sur les ambitions stratégiques chinoises a contribué à entretenir la confusion. Entre 2005 et 2009, deux ouvrages de Zhao Tingyang ont suscité une attention toute particulière. Dans *The Tianxia System: The Philosophy for the World Institution* (2005) et *Investigations of the Bad World: Political Philosophy as the First Philosophy* (2009)¹⁰, le philosophe de l'Académie chinoise des Sciences Sociales (CASS) tente de construire un système monde à partir du concept traditionnel de « Tianxia » (天下 – « sous le ciel »). En contradiction à un Occident violent et marqué par la tradition Hobbesienne, ce « système pacifique » servirait de fondement pour concevoir et organiser la vision chinoise d'un monde dans lequel l'ordre prévaudrait sur le chaos généré par un trop plein de liberté, l'éthique sur la loi et une élite gouvernementale forte sur une démocratie potentiellement déstabilisatrice. C'est bien cette même vision d'une Chine promouvant « un développement pacifique, mais aussi scientifique, indépendant, ouvert, coopératif et commun » qui est mise en avant par le *Livre Blanc* de septembre 2011¹¹.

On peut néanmoins se demander si l'adhésion au système onusien n'est pas en réalité destiné à masquer une croissance exponentielle des capacités militaires chinoises répondant à un nationalisme de plus en plus virulent.

Une défense Modernisée

Alors que la Chine insiste sur le caractère pacifique de son expansion et dit préférer une « stratégie asymétrique » à une concurrence militaire directe avec les Etats-Unis, elle se dote d'une armée nouvelle très largement modernisée. Cette « révolution dans les affaires militaires aux caractéristiques chinoises » recouvre aussi un développement rapide d'autres outils : guerre psychologique, guerre de l'information et même guerre juridique. Cet effort, pour reprendre les termes du spécialiste des questions militaires chinoises Richard Bitzinger, est à la fois

⁹ Voir Conseil des affaires de l'Etat, Livre Blanc, *China's Peaceful Development Road*, 2005.

¹⁰ Voir Zhao Tingyang, *Tianxia Tixi: Shijie Zhidu Zhexue Daolun (le système Tianxia: une introduction à la philosophie d'une institution mondiale)*, Nanjing: Jiangsu Jiaoyu Chubanshe, 2005, 160p., et *Huai Shijie Yanjiu: Zuowei Diyi Zhexue de Zhengzhi Zhexue* (Enquête sur le mauvais monde, la philosophie politique comme philosophie première), Beijing: People's University Press, 2009, 366 p.

¹¹ Voir Livre Blanc *China's Peaceful Development*, http://www.gov.cn/english/official/2011-09/06/content_1941354_2.htm, (consulté le 6 février 2013). Voir également, *China's Foreign Policy for Pursuing Peaceful Development*, http://www.china.org.cn/government/whitepaper/2011-09/06/content_23362744.htm (consulté le 6 février 2013).



ambitieux, concerté et méthodique¹². La Chine développe progressivement un « hard power » à la mesure de ses ambitions économiques et stratégiques de façon à défendre ses intérêts immédiats en mer de Chine méridionale, à faire pression sur Taiwan ou encore à sécuriser ses objectifs économiques dans de possibles zones à risques comme en témoignent les récentes interventions chinoises de 2008 en Somalie pour lutter contre la piraterie, ou de 2011 en Libye pour évacuer ses ressortissants¹³.

Cette réforme a été pensée pour accompagner le développement économique des années 2000 et profiter de ce que la Chine perçoit elle-même comme une « fenêtre d'opportunité ». Ces objectifs à courts et moyens termes apparaissent très clairement dans le dernier Livre Blanc sur la défense du 16 avril 2013 qui contient des informations inédites sur les personnels militaires et leurs affectations et qui vient compléter les Livres Blancs précédents¹⁴. Cette nouvelle ligne de communication répond aux objectifs de transparence affichés par le gouvernement chinois, pour tenter d'enrayer les polémiques sur la croissance démesurée de l'Armée. De la lecture de ces publications et de l'observation des faits, on comprend que l'effort de modernisation de l'armée chinoise a été entamé dans les années 1997-98 et correspond à une volonté de développement d'une industrie de défense chinoise forte et indépendante. Les analystes notent que la Chine a été particulièrement influencée par les pensées de la « révolution dans les affaires militaires » et les concepts de « guerre en réseau » capables de décupler la puissance d'acteurs de moyen rang. La Chine s'est donc dotée de toutes les nouvelles technologies de l'information en développant ses capacités de C4ISR (commandement, contrôle, communications, informatique, renseignement, surveillance et reconnaissance), ce qui passe aussi bien par l'acquisition de nouveaux types de drones que par l'expansion du système de navigation par satellite, l'acquisition de satellites de communication, l'équipement des soldats ou bien encore la préparation d'une offensive contre les systèmes d'information ennemis¹⁵. Si bien que certains analystes américains estiment aujourd'hui que les dernières attaques informatiques des fameux « Comment Crew » ou « Shanghai Group » seraient le fait de l'APL elle-même¹⁶.

A cet effort de modernisation s'ajoute une volonté de professionnalisation des personnels de l'armée chinoise, comparable à celle observée dans bien d'autres corps de l'Etat. Cela passe par une amélioration de la formation des officiers et sous-officiers, mais aussi un meilleur entraînement

¹² La revue de sinologie *Perspectives chinoises* (et sa version anglophone *China Perspectives*) a consacré un numéro spécial récent aux questions militaires chinoises. Voir notamment, Richard Bitzinger, « La modernisation de l'armée chinoise », 1997-2012, *Perspectives chinoises*, 2011/4, pp.7-16.

¹³ Voir, par exemple, « Push Factor, China's rescue mission to Libya », *The Economist*, 3rd March 2011, <http://www.economist.com/node/18291549>.

¹⁴ Voir le Livre Blanc chinois sur la défense : <http://www.china.org.cn/e-white/> (consulté le 6 février 2013), mais aussi The Diversified Employment of China's Armed Forces, http://eng.mod.gov.cn/TopNews/2013-04/16/content_4442750.htm (consulté le 17 avril 2013) et Jian Zhang, « China's Defense White Papers: A Critical Appraisal », *Journal of Contemporary China*, Vol.2, N°77, 2012, pp.881-898.

¹⁵ Voir Richard Bitzinger, *op.cit.*, p.14. Voir également, « Military and Security Developments Involving the People's Republic of China 2012 », *Annual Report to Congress*, Office of the US Secretary of Defense, May 2012, pp.21-26.

¹⁶ Voir

http://www.nytimes.com/2013/02/19/technology/chinas-army-is-seen-as-tied-to-hacking-against-us.html?emc=na&_r=0 (consulté le 20 février 2013).



pratique qui peut prendre la forme d'une coopération interarmées mais aussi d'échanges avec les armées étrangères, y compris avec les Etats-Unis qui souhaitent ainsi « engager » la Chine sur un certain nombre de questions liées notamment à Taïwan¹⁷.

La question du nucléaire préoccupe également bon nombre d'observateurs. Depuis le milieu des années 1950, la Chine a déployé beaucoup d'efforts pour se doter d'une force de frappe nucléaire dans le cadre de sa politique de dissuasion. Les dernières années ont été celles de la modernisation de l'arsenal chinois et notamment de ses missiles balistiques. La Chine possède différents types de missiles balistiques : intercontinentaux, sous-marins, de portée intermédiaire et de courte portée. Pékin a par ailleurs développé le DF-31 (un nouveau type de missile intercontinental mobile) et le DF-31A (lui aussi mobile mais à plus grande portée). La RPC développe également le JL-2, un missile intercontinental sous-marin de seconde génération supposé fournir à Pékin sa première arme de dissuasion sous-marine moderne. A cela s'ajoute le DH-10, un missile de croisière d'une portée d'environ 1 500 km et le bombardier H-6 capable de transporter des missiles de croisière à têtes nucléaires. Les informations dont on dispose sur l'arsenal nucléaire chinois restent cependant parcellaires et peu fiables. Si elles laissent penser que la Chine serait en retard par rapport aux autres grandes puissances, un rapport de l'Université de Georgetown, publié en 2011, estime que Pékin aurait mis en place, depuis 2009, une « grande muraille souterraine¹⁸ » dans laquelle seraient entreposées pas moins de 3000 têtes nucléaires (contre les 200 à 400 généralement comptabilisées)¹⁹. Si tel était le cas, Pékin entrerait plus rapidement que prévu dans le tiercé de tête des puissances nucléaires en dépassant le Royaume-Uni et la France.

Sur le plan civil, la Chine dispose de 16 réacteurs nucléaires en fonctionnement et de près de 30 autres en construction. Depuis l'accident de Fukushima, la Chine semble encline à n'accepter que des projets de taille raisonnable et présentant de fortes garanties de sécurité. Cet effort de modernisation a évidemment un coût. En mars 2012, Pékin annonçait (après deux décennies de hausse constante) une nouvelle augmentation de 11,2% (soit un budget d'environ 106 milliards de dollars américains). Même s'il convient de prendre ces renseignements avec prudence, cet effort budgétaire est révélateur des ambitions chinoises.

Désormais capable de projeter sa puissance à travers sa région, l'APL reste toujours pénalisée par certains équipements militaires considérés comme obsolètes, notamment dans le domaine terrestre.

Crises et conflits : exemples choisis d'un engagement maîtrisé

¹⁷ *Ibid.*, p.13.

¹⁸ Voir *China Tunnels Project*, (Asian Arm Control Project), Georgetown University, <http://www.asianarmscontrol.com/tunnels>.

¹⁹ Voir Christopher T. Yeaw, Andrew S. Erickson, et Michael S. Chase, "[The Future of Chinese Nuclear Policy and Strategy](#)," in Toshi Yoshihara and James Holmes, eds., *Strategy in the Second Nuclear Age: Power, Ambition, and the Ultimate Weapon* Washington, D.C.: Georgetown University Press, 2012, pp.53-80, et China's emerging nuclear power policy : http://www.world-nuclear-news.org/NP_Chinas_emerging_nuclear_power_policy_2410121.html (consulté le 6 février 2013).



Mais comment se matérialise ce nouvel engagement d'une Chine qui se sent visiblement beaucoup plus sûre d'elle-même sur le plan militaire et qui n'hésite plus à le montrer ?

En Asie tout d'abord, la Chine connaît un certain nombre de crises liées à ses ambitions nouvelles. A l'égard de Taiwan, Pékin emploie désormais une stratégie politique efficace alliant d'une part une volonté affichée de rapprochement par une intégration économique et culturelle accélérée, et d'autre part, une menace militaire et diplomatique répondant à toute velléité indépendantiste. Si les scénarios militaires qui s'offrent à Pékin pour attaquer Taiwan ont toujours fait couler beaucoup d'encre, comme en témoigne la dernière livraison du rapport au Congrès américain sur la défense chinoise, cette option ne semble pas privilégiée dans l'immédiat par la Chine qui mise plutôt sur sa stabilité socio-économique intérieure²⁰.

Les relations avec le Japon ont pris quant à elles un tour plus compliqué, non seulement en raison des séquelles laissées par la guerre sino-japonaise, mais aussi en raison des incidents récents relatifs aux îles Senkaku/Diaoyu. Le 13 décembre 2012, 75 ans après le massacre de Nankin, un avion chinois survolait en effet l'archipel revendiqué par le Japon. Fin janvier 2013, un navire de guerre chinois visait un navire japonais. Quelques jours plus tard, le Japon offrait des patrouilleurs aux Philippines afin que Manille, elle aussi en contentieux avec Pékin au sujet de la délimitation de son territoire en mer de Chine méridionale, puisse effectuer des missions de surveillance²¹. Si ces manœuvres d'intimidation ont peu de chance de se transformer en un véritable conflit, alors même que la Chine est le premier partenaire commercial du Japon, le ton a changé. Côté chinois, le différend pourrait être soumis à l'arbitrage des Nations Unies et peut-être même de la Cour Internationale de Justice (CIJ). Côté japonais, comme le montre le Livre Blanc sur la défense de juillet 2012, Tokyo n'hésite plus à critiquer ouvertement l'effort militaire chinois et à argumenter en faveur d'un renforcement des capacités propres de l'archipel²². Néanmoins, ce contentieux doit être analysé à la lueur des multiples différends commerciaux qui ont opposé récemment la Chine et le Japon. Le 20 décembre 2012, Tokyo engageait ainsi une procédure de règlement des différends devant l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) contre des mesures anti-dumping prises par la Chine²³.

En mer de Chine méridionale, les incidents se sont également multipliés entre Pékin et les Philippines (îles Nansha), au moment même où la Chine cherche à se rapprocher de l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), tant sur le plan économique qu'en matière de coopération stratégique.

2 – Une Géο-économie planétaire

Un commerce régulé

²⁰ *Ibid.*, pp.16-19.

²¹ Voir par exemple, « Japan to Give Patrol Boats to Manila amid China tensions », *The South China Morning Post*, Monday 11th February 2013.

²² Voir le très informé Livre Blanc Japonais sur la défense : http://www.mod.go.jp/e/publ/w_paper/2012.html (consulté le 6 février 2013).

²³ Voir le site de l'OMC : http://www.wto.org/french/news_f/news12_f/ds454rfc_20dec12_f.htm.



De 249 milliards de dollars américains en 2000 (à la veille de l'accession de la Chine à l'Organisation Mondiale du Commerce), les exportations de marchandises chinoises sont passées à 1 577 milliards en 2010²⁴. La Chine exporte en direction de toutes les régions du monde avec une croissance spectaculaire de son commerce avec l'Amérique Latine et l'Afrique. Dans le même temps, pour soutenir sa croissance, Pékin importe de plus en plus. La balance commerciale favorable de la Chine doit ainsi être relativisée par l'accroissement spectaculaire des exportations de biens de consommation américains et européens. La monnaie chinoise, le Yuan, reste cependant sous-évaluée et constitue un atout maître pour les exportations chinoises²⁵. Malgré cet avantage, Pékin doit transformer son modèle économique pour opérer une montée en gamme et se détacher progressivement de l'industrie manufacturière à faible valeur ajoutée d'autres pays émergents. Surtout, la Chine fait face à un vieillissement rapide de sa population et donc à une raréfaction de sa main d'œuvre dont les exigences salariales et sociales pénalisent le système.

Face à ces défis, la Chine a signé des accords de partenariats commerciaux avec l'ASEAN, mais aussi d'autres pays émergents tels que le Pakistan, le Chili, le Pérou, et l'Inde. Pour de nombreux analystes, la Chine pourrait dépasser les Etats-Unis et devenir, dès 2015, la première puissance commerciale mondiale (avec 15% du marché mondial à l'horizon 2030)²⁶. La Chine intègre désormais les armes du droit international pour régler ses différends commerciaux avec ses partenaires, notamment via l'Organe de Règlement des Différends (ORD) de l'OMC. Depuis son accession à cette organisation le 11 décembre 2001, la Chine est apparue 11 fois en tant que plaignant, 30 fois en tant que répondant et 96 fois comme tierce partie²⁷.

Une diplomatie des ressources

C'est la question des ressources qui est aujourd'hui au cœur de la stratégie chinoise. Qu'il s'agisse d'hydrocarbures, de minerais ou de produits agricoles, la Chine doit trouver de quoi soutenir sa croissance et par là même sa stabilité sociale. Aussi observe-t-on la mise en place progressive de ce que l'on pourrait décrire comme une diplomatie des ressources qui passe par une politique très active d'investissements par des firmes chinoises très internationalisées. En 2010, la Chine dépassait pour la première fois le Japon en matière d'investissements directs étrangers (IDE) et réalisait 30% des fusions et acquisitions dans le monde²⁸. Bon nombre de ces investissements ont lieu dans les pays en développement, notamment en Afrique et en Amérique Latine. Dans cette nouvelle

²⁴ Voir WTO (OMC) 2011 International Trade Statistics.

²⁵ Voir Aaditya Mattoo and Arvind Subramanian, *China and the World Trading System*, World Bank Policy Research Paper 5897, December 2011.

²⁶ *Ibid.*,

²⁷ Voir le site de l'OMC : http://www.wto.org/french/thewto_f/countries_f/china_f.htm.

²⁸ Voir UNCTAD (CNUCED), *World Investment Report*, 2011 and 2012., et UNCTAD (CNUCED), *World Investment Prospects Survey*, 2010-12.



conquête économique, trois groupes de firmes jouent un rôle fondamental en coordonnant les efforts stratégiques chinois : la China Investment Corps (CIC), qui n'est autre que le fond souverain d'investissement chinois, les entreprises d'Etat de premier plan, et les entreprises privées opérant à l'international²⁹. Avec 400 milliards de dollars à gérer, la CIC suscite bien des attentions d'autant plus que ses investissements, tout particulièrement en Europe, se concentrent sur des secteurs stratégiques comme l'aviation, le nucléaire civil, les biotechnologies, les infrastructures ou les hydrocarbures. Un intérêt équivalent est porté à la State Owned Assets Supervision and Administration Commission (SOASAC) qui gère 125 entreprises publiques actives dans les domaines de l'énergie, des télécommunications et des transports et qui sont largement contrôlées par le Parti.

Cette irruption de la Chine a des répercussions visibles sur le prix des matières premières. Elle engendre des conséquences géopolitiques sans précédents alors que Pékin peut désormais faire pression sur bon nombre d'Etats en adoptant une ligne différente de celle de la Banque mondiale ou de certains pays développés pour l'octroi de prêts ou pour la mise en place de régimes de coopération économique spéciaux.

Les firmes chinoises sont-elles si différentes des firmes occidentales? Soutenues par la China National Development Bank ou la Exim Bank, elles sont certainement dotées de nombreux atouts financiers, mais leur dépendance à la structure du Parti-Etat et leur management inadapté au contexte international ralenti leurs ambitions. Si la Chine semble être en voie de réussir sa transition économique, il convient de relativiser ce succès à lumière de la taille de sa population et de ses capacités réelles. En parité de pouvoir d'achat, la Chine reste au bas des classements internationaux, loin derrière les Etats-Unis et l'Europe. Etre un géant économique ne signifie pas pour autant incarner une puissance monde, l'exemple du Japon, longtemps seconde économie mondiale, en témoigne. La Chine reste réticente à se projeter en dehors de ses frontières pour satisfaire d'autres objectifs plus politiques, car l'adhésion à ses valeurs semble faible, y compris dans les pays en développement qui vantent la forte prégnance de l'Etat. Peu soutenue internationalement, la Chine reste finalement assez isolée, même au sein des BRICS avec qui elle ne s'identifie pas pleinement et qu'elle n'aspire pas à mener.

3 - Quelles sont les lignes rouges de la nouvelle équipe dirigeante ?

Fondamentalement, les lignes rouges chinoises restent les mêmes. Avec Washington, Pékin assume un certain nombre de désaccords fondamentaux sur la question des droits de l'Homme et sur Taiwan. Dans le même temps, les deux nations ont conscience d'être liées par des intérêts économiques trop importants pour ne pas mettre en place une coopération « positive » et « stable » qui passe par des échanges économiques et militaires plus soutenus. Washington tient à engager Pékin dans les affaires internationales de façon à ce que sa puissance économique se traduise par

²⁹ Voir par exemple à ce sujet la synthèse de Jie Yu, « Firms with Chinese Characteristics: The Role of Companies in Chinese Foreign Policy », in Nicholas Kitchen (ed.), *China's Geoeconomic Strategy*, June 2012, accessible sur <http://www2.lse.ac.uk/IDEAS/publications/reports/SR012.aspx> (consulté le 6 février 2013).



une prise de responsabilité politique. Les vrais conflits sont ailleurs, notamment devant l'OMC, car les différends entre la Chine et les Etats-Unis n'ont cessé de se développer en matière de dumping et de sous-évaluation de la monnaie chinoise.

Avec la Russie, Pékin a mis en place un « partenariat stratégique » depuis le milieu des années 1990. En 2004, la question de la délimitation de la frontière a été réglée. La Chine et la Russie partagent une vision assez proche des réalités internationales en ce sens qu'elles cherchent à promouvoir le multilatéralisme et l'absence d'intervention dans les affaires intérieures des Etats, comme le souligne aujourd'hui l'exemple Syrien. Sur le plan militaire, la Russie reste le premier fournisseur d'armes de la Chine. La relation doit également être analysée sous un angle commercial, car dans l'Extrême-Orient russe, les investisseurs chinois s'implantent à un rythme soutenu, contribuant plus rapidement que les Russes au développement économique des populations locales. Sur le plan idéologique, il est intéressant de noter que Xi Jinping a fait plusieurs fois référence à l'échec du socialisme russe et à la menace qu'une forme de Perestroika chinoise constituerait pour l'équilibre du régime.

Avec l'Asie du Sud, la Chine essaye de maintenir une coopération stratégique de proximité avec le Pakistan (vente d'armes, investissements), tout en pacifiant sa relation avec le géant Indien. Si l'Inde a réaffirmé que le Tibet appartenait à la Chine et si Pékin a reconnu que le Sikkim revenait à l'Inde, les questions territoriales demeurent un sujet permanent de tensions. Delhi et Pékin jouent régulièrement de ces frictions pour affirmer leur présence respective en Asie. L'Inde est néanmoins devenue l'un des principaux partenaires commerciaux de la Chine et elle soutient l'idée de création d'une banque de développement des BRICS à laquelle Pékin est très attachée.

Enfin, en ce qui concerne l'intégration de la Chine dans les affaires internationales, Pékin poursuit une politique de coopération de plus en plus soutenue avec les Nations Unies en participant activement aux opérations de maintien de la paix, avec près de 2000 hommes répartis dans douze opérations, en Afrique principalement³⁰. Cet engagement mesuré de la Chine correspond bien aux développements récents de sa politique étrangère et de défense que l'on peut résumer ainsi : affirmer sa puissance économique, consolider l'Armée, apparaître plus responsable sur la scène internationale, mais ne pas hésiter à menacer ses voisins.

Face à cette stratégie très pragmatique, la France et l'Union européenne auraient tout intérêt à définir une stratégie plus directe et décomplexée à l'égard de la Chine. S'il convient d'engager la Chine en la mettant face aux responsabilités qu'impliquent sa puissance, il ne faut pas hésiter à promouvoir et faire valoir les valeurs et les intérêts de la France et de l'Europe. Car la Chine a tout autant besoin de nous que nous avons besoin d'elle.

Pour aller plus loin

³⁰ Voir les informations fournies sur les dernières OMP par le ministère chinois de la Défense, <http://eng.mod.gov.cn/Peacekeeping/index.htm> (consulté le 6 février 2013) ainsi que le site des Nations Unies : <https://www.un.org/en/peacekeeping/resources/statistics/contributors.shtml> (consulté le 6 février 2013).



1. On conseillera tout d'abord le Livre Blanc chinois sur la défense : <http://www.china.org.cn/e-white/>, mais également certaines des analyses produites à son sujet, et par exemple, Jian Zhang, « China's Defense White Papers: A Critical Appraisal », *Journal of Contemporary China*, Vol.2, N°77, 2012, pp.881-898.
2. Puis la dernière livraison du rapport au Congrès américain : « Military and Security Developments Involving the People's Republic of China 2012 », *Annual Report to Congress*, Office of the US Secretary of Defense, Mai 2012.
3. La revue de sinologie *Perspectives chinoises* (et sa version anglophone *China Perspectives*) a consacré un numéro spécial aux questions militaires chinoises. Voir notamment, Richard Bitzinger, « La modernisation de l'armée chinoise », 1997-2012, *Perspectives chinoises*, 2011/4, pp.7-16.
4. Pour une analyse précise de la question nucléaire, voir Christopher T. Yeaw, Andrew S. Erickson, et Michael S. Chase, "[The Future of Chinese Nuclear Policy and Strategy](#)," in Toshi Yoshihara and James Holmes, eds., *Strategy in the Second Nuclear Age: Power, Ambition, and the Ultimate Weapon*, Washington, D.C.: Georgetown University Press, 2012, pp.53-80
5. Pour une synthèse dynamique des enjeux géoéconomiques, Nicholas Kitchen (ed.), *China's Geoeconomic Strategy*, June 2012, accessible sur <http://www2.lse.ac.uk/IDEAS/publications/reports/SR012.aspx> (consulté le 6 février 2013).
6. Pour une analyse systémique du concept de *softpower* appliqué à la Chine, voir l'article de Michael Barr, « Mythe et réalité du soft power de la Chine », *Etudes internationales* volume 41, n° 4, décembre 2010, pp. 503-520, accessible sur <http://www.erudit.org/revue/ei/2010/v41/n4/045560ar.html>.
7. Enfin, pour une analyse de la participation de la Chine à l'OMC, voir le numéro spécial de *Perspectives chinoises* (et *China Perspectives*) dirigé par Leïla Choukroune : « La Chine et l'OMC 10 ans après », *Perspectives Chinoises*, 2012/1.

